

Tal al-Zaatar, les tentatives de détruire le droit au retour

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

En tant que preuves matérielles de la Nakba et du caractère momentané de l'exil du peuple palestinien, les camps ont perpétuellement été sous la menace de la destruction. En faisant disparaître ces lieux de résistance, de contre-pouvoir et d'expression du nationalisme palestinien, les sionistes et certains dirigeants et organisations arabes ont toujours eu la volonté d'anéantir la revendication première qui est celle du Droit au Retour.

Alors qu'au cours des années 70, les Palestiniens s'affirment, non plus en tant que miséreux à assister, mais en tant que résistants, la destruction des camps devient une arme pour les mettre à genou et briser leur détermination sans faille. Le processus commence avec al-Widhat en Jordanie en grande partie détruit par le pouvoir jordanien après Septembre noir. Mais c'est au Liban que cette guerre fût la plus impitoyable. Quatre camps furent entièrement rasés en l'espace d'à peine deux ans. Cela commença en 1974 avec le camp d'al-Nabatiye au Sud Liban détruit par l'aviation israélienne, puis ce fut le tour de Dehbaia dans la banlieue de Beyrouth qui tomba aux mains des milices chrétiennes en 1975. Mais c'est surtout la destruction du camp de Tal-al Zaatar qui reste dans toutes les mémoires. Assiégé de juin à août 1976 par les Phalangistes libanais soutenus à ce moment-là par l'armée syrienne, le camp et ses 15 000 réfugiés résista jusqu'à la reddition des combattants palestiniens le 1er août. S'en suivit le massacre d'au moins 2500 personnes et la destruction totale du camp qui ne fut jamais reconstruit. Quelques jours plus tard, le même sort fût réservé au camp de Jisr al-Basha.

Mais ce processus ne s'arrêta pas là. On estime que les deux tiers des habitations furent détruites dans les camps de réfugiés pendant l'invasion israélienne du Liban et la guerre des camps. Plus récemment, en 2007, le camp de Nahr el-Bared situé au Nord du Liban fût réduit en poussière par les pilonnages de l'armée libanaise durant trois mois afin d'en déloger un groupe fondamentaliste armé. Les 30 000 Palestiniens du camp furent contraints à fuir et à chercher refuge dans le camp de Baddawi. Les camps de Gaza et de Cisjordanie ont également subi d'importantes et multiples destructions. Et de 2012 à 2015, l'histoire s'est répétée à Yarmouk en Syrie qui n'est aujourd'hui plus qu'un champ de ruines.

Le caractère systématique des destructions de ces haut-lieux de la résistance armée tels que Tal-al Zaatar et Rafah, et plus récemment de centres économiques florissants tels que Nahr el Bared et Yarmouk, relève d'une stratégie délibérée. **Il s'agit de faire disparaître les preuves que le peuple palestinien est toujours debout et déterminé à se battre pour rentrer chez lui. Jusqu'à aujourd'hui, cette stratégie a été vouée à l'échec.**

Photo: Comité Action Palestine

Al Baqa'a, deux fois réfugiés

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

En 1963, Israël procède au détournement des eaux du Jourdain pour irriguer le désert du Naqab sans consultation des pays riverains. L'opération est perçue comme une nouvelle provocation par les pays arabes dont l'Égypte, la Syrie et la Jordanie qui signent des accords de défense. Sous prétexte de

ces accords, Israël obtient soutien et armement de la part des Etats Unis. Le 5 juin 1967, deux cent avions de guerre israéliens attaquent par surprise l'aviation égyptienne, mise en déroute en quelques heures. De nombreux villages sont rasés et les camps de réfugiés d'Aqabat Jabr et Ein Sultan sont vidés. Le 7 juin 1967, les sionistes occupent al-Quds, la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Sinaï et des Hauteurs du Golan syrien. La Palestine historique tombe entièrement sous occupation israélienne. C'est la Naksa, la rechute en arabe. Environ 450 000 Palestiniens et 120 000 Syriens sont expulsés vers la Jordanie ou doivent se réfugier dans d'autres régions syriennes. Près de la moitié des réfugiés palestiniens de 1967 sont déjà des réfugiés de 1948, obligés de fuir une seconde fois la barbarie sioniste.

Lieu d'un regroupement informel de réfugiés depuis 1948, al-Baqa'a est le sixième camp « de secours » officiellement créé, après la Naksa, au nord de la capitale jordanienne, Amman, pour accueillir la nouvelle vague de réfugiés. Dès 1968, 26 000 personnes y survivent sous 5000 tentes. Beaucoup s'étaient initialement réfugiés près de la ville de Karameh au bord du Jourdain, alors quartier général de la résistance palestinienne. Mais Karameh fut détruite lors d'une attaque de l'armée sioniste en 1968. Les fedayins réussirent à repousser les forces israéliennes pourtant très supérieures en nombre et en armement. C'est la première grande victoire militaire de la résistance palestinienne et un tournant majeur pour le mouvement de libération nationale. Al-Baqa'a est aujourd'hui le plus grand des dix camps existants en Jordanie. Il abrite plus de 100 000 réfugiés palestiniens enregistrés auprès de l'UNRWA, mais leur nombre réel serait d'environ 180 000.

Les Palestiniens résidant en Jordanie sont près de 2 millions et représentent environ 60% de la population totale. En 1948, alors que l'Est de la Palestine non occupée par les sionistes était sous administration jordanienne, les Palestiniens de Cisjordanie ou réfugiés en Jordanie ont reçu la citoyenneté

jordanienne. En 1967 après l'occupation par Israël de toute la Palestine historique, les Palestiniens qui fuyaient Gaza ont été uniquement considérés comme des résidents temporaires en Jordanie. Ceux expulsés de Cisjordanie vers la Jordanie se sont vus, en 1988, retirer leur citoyenneté jordanienne et sont devenus apatrides à leur tour.

Mais qu'ils aient été expulsés de Palestine en 1948 ou en 1967, dans les rues de Baqa'a comme dans tous les camps palestiniens dans le monde, les réfugiés n'ont qu'une seule nation et se battent pour rentrer chez eux, en Palestine.

Jabalya , de la Nakba à la victoire finale

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

Chassés, au moment de la Nakba, des villes et villages situés au sud de la Palestine, tels que Majdal (14 000 habitants en 1948), Bureir, Hirbiya ou Sumsum, 200 000 Palestiniens se réfugièrent dans la Bande de Gaza, un minuscule territoire à la frontière égyptienne. Au Nord de la ville plurimillénaire de Gaza, le camp de Jabalya est l'un des huit camps de réfugiés établis dès 1948 dans la Bande de Gaza. Il est aujourd'hui le plus peuplé de tous les camps de réfugiés palestiniens, abritant plus de 100 000 personnes avec une densité de population la plus élevée au monde.

Dispersés et ayant tout perdu, les réfugiés, concentrés dans un espace restreint destinés à mieux les contrôler, sont soumis dès 1948, à l'arbitraire de la violence qu'elle émane

de la puissance coloniale ou du pouvoir égyptien. Le blocus imposé aux deux millions de Gazaouis depuis 2004 n'en est que l'une des illustrations récentes. Après l'occupation de la Bande de Gaza en 1967, Ariel Sharon rase une partie du camp de Jabalya et de ses alentours pour le rendre plus facilement accessibles aux blindés sionistes. Lors de la seconde Intifada et des dernières guerres de Gaza, le camp est la cible de toutes les attaques sionistes. Bombardements, massacres et destructions répétés révèlent que la Nakba est un processus qui se poursuit depuis 70 ans.

Mais les réfugiés organisent très vite la résistance. Les premières actions des fedayns sont menées à partir de Gaza dès le milieu des années 50. Les camps de Gaza, dont Jabalya, sont le berceau des plus importantes organisations du mouvement national palestinien. En décembre 1987, c'est dans le camp de Jabalya qu'éclate la première Intifada, qui s'étend très vite à toute la Bande de Gaza et en Cisjordanie. Jabalya, plus que tout autre camp, est le lieu de l'affrontement direct entre l'armée d'occupation et les résistants. Et c'est depuis Jabalya, et les autres camps de la Bande de Gaza, que se développe depuis une dizaine d'année une résistance de plus en plus sophistiquée capable de menacer l'entité sioniste en son sein. Chaque victoire sur l'ennemi contribue ainsi à la victoire finale.

Ainsi pour les réfugiés du camp de Jabalya, comme pour tout réfugié palestinien, rien n'est en mesure de mettre un terme à la détermination de rester en Palestine et à la prodigieuse capacité de résister. Ils n'ont pas oublié, leurs enfants et petits- enfants ont repris le flambeau de la lutte. **Ils savent, que dans un avenir proche, les barrières et les quelques kilomètres qui les séparent de leur village seront anéantis et qu'ils pourront rentrer chez eux en Palestine libérée.**

Rashidieh, dans l'enfer Libanais

Calendrier Palestine Libre 2018 : « Dans le camp des réfugiés »

Le Liban est un Etat créé de toute pièce suite au démantèlement de la Grande Syrie et de l'empire ottoman par les puissances impérialistes à la fin de la première guerre mondiale. Sous mandat français, il est dès le départ doté d'un système politique de type confessionnel fondé sur l'appartenance à différentes communautés religieuses. Croyant ainsi pallier sa faiblesse structurelle et sous prétexte de ne pas attenter à leur droit au retour, l'Etat libanais prive, dès leur arrivée en 1948, les 100 000 réfugiés palestiniens et leurs descendants de tous les droits fondamentaux. Dans ce contexte le Liban se transforme très vite en une poudrière. Sur son territoire, deux combats sont intimement menés: celui qui oppose les différentes communautés libanaises et celui des organisations et Etats de la région contre l'ennemi sioniste. La résistance armée palestinienne présente sur le sol libanais depuis le début des années 70 est au centre de ces conflits. L'enjeu est d'abord de lutter contre Israël, mais aussi d'asseoir sa souveraineté et son pouvoir.

Les réfugiés palestiniens payent le prix fort et de très nombreux camps sont détruits pendant la guerre civile libanaise et les vingt années d'occupation du Liban par Israël. Entre 1985 et 1987, la guerre des camps conduite par le parti libanais Amal, avec le soutien de la Syrie, finit de détruire les infrastructures palestiniennes mises en place par l'OLP, de réduire à néant la résistance palestinienne et de marginaliser les réfugiés sur la scène socio-politique

libanaise.

Rashidieh est l'un des douze camps de réfugiés palestiniens au Liban. Il a été établi dès 1948 au sud de la ville de Tyr, à l'emplacement d'un ancien camp de réfugiés arméniens et à quelques kilomètres seulement de la frontière avec la Palestine occupée. C'est un camp au milieu des champs et des vergers que les Palestiniens contribuent à faire fructifier. Dans les années 70, avec l'implantation de l'OLP au Liban, il devient une base importante de la résistance en raison de sa proximité avec la frontière, et ses infrastructures aussi bien civiles que militaires se développent. Déjà en partie détruit lors de l'invasion israélienne de 1982, le camp de Rashidieh, comme ceux de Shatila et de Borj Barajneh près de Beyrouth, est alors la cible de la guerre des camps. Le camp est pilonné par la milice Amal et les réfugiés prennent les armes pour se défendre. Un blocus total de plusieurs mois est imposé. Malgré la famine, les réfugiés refusent de quitter le camp, contrairement à ce que souhaitent les milices libanaises et l'entité sioniste. Depuis cette période, l'entrée du camp reste sous le contrôle strict de l'armée libanaise, comme c'est le cas pour plusieurs autres camps de réfugiés au Liban.

Ainsi 70 ans après la Nakba, les réfugiés palestiniens au Liban restent prisonniers de l'exil. Le chemin de leur libération est celui du retour en Palestine.

Photo Wikipedia

Rafah, le voile de

l'humanitaire recouvre l'échec politique

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

Le camp de Rafah a été mis en place en 1949 pour y accueillir 41 000 Palestiniens fuyant l'avancée des troupes sionistes au moment de la Nakba. Leurs villages d'origine, comme al-Safiriyya, situés dans le district de Yaffa furent entièrement détruits sur ordre de Ben Gourion. L'afflux de réfugiés multiplia par 20 , la population du bourg de Rafah qui devint le plus grand camp de réfugiés de la Bande de Gaza. Etabli à la limite entre la Palestine historique et l'Egypte, le camp paya toujours le prix fort des tensions entre le pouvoir égyptien et l'entité sioniste. En 1956, lors de la guerre de Suez, il est pilonné par l'armée française, puis les sionistes y massacrent 200 personnes. Après l'occupation de 1967, le camp est en partie détruit laissant 4000 réfugiés sans abri. Les destructions continuent en 1982 pour créer une large zone-tampon lorsqu'Israël se retire du Sinaï et que la frontière avec l'Egypte est fermée et placée sous haute surveillance. Le camp est alors coupé en deux, avec une partie égyptienne et une partie palestinienne, divisant ainsi des familles entières. Les destructions de masse se poursuivent pendant la seconde Intifada, puis lors des guerres de Gaza avec l'objectif de d'anéantir les multiples tunnels construits sous la frontière par la résistance palestinienne pour desserrer le blocus qui étouffe Gaza.

Géré à sa création par une organisation caritative britannique, Rafah fut placé comme tous les autres camps de réfugiés palestiniens sous la responsabilité de l'UNRWA dès 1950. Créée en 1949 par les Nations Unies, alors qu'il apparait qu'aucun règlement politique n'est envisagé à court terme, l'UNRWA reçoit pour mission de répondre aux besoins humanitaires des réfugiés palestiniens sur le long terme. Il

s'agit d'abord de répertorier les réfugiés, de les fixer dans un pays d'accueil selon une répartition négociée, de leur assurer une assistance provisoire pour qu'ils puissent rapidement subvenir à leurs besoins tout en ménageant les perspectives politiques d'une installation définitive à l'étranger ou d'un retour en Palestine, selon les termes de la résolution 194, votée à l'ONU le 11 décembre 1948. La construction des camps relève de cette logique du provisoire fait pour durer et de cette équation sans solution.

Aujourd'hui près de cinq millions de réfugiés palestiniens sont enregistrés auprès de l'UNWRA, mais seulement 30% vivent encore dans les 58 camps gérés par l'agence à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, en Syrie et au Liban. L'UNRWA accueille près d'un demi-million d'enfants dans 685 écoles et gère 137 centres de santé.

Depuis près de 70 ans, l'UNRWA œuvre selon cet agenda humanitaire et politique. Elle est à la fois le voile humanitaire recouvrant l'échec du règlement politique, et pour les réfugiés palestiniens, le symbole de la seule reconnaissance internationale du droit au retour dans leurs foyers. C'est pourquoi déjà affaiblie par les Accords d'Oslo, son existence est constamment menacée par les sionistes qui interviennent pour diminuer ses moyens et la discréditer auprès des instances internationales.

Attachés à la permanence de l'UNRWA et aux camps qui garantissent leur droit au retour en Palestine, les réfugiés de Rafah reconstruisent inlassablement les maisons détruites par les sionistes.

Yarmouk, quand la tragédie se répète...

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

Sur 12 millions de Palestiniens, près de 8 millions sont réfugiés. Ils représentent ainsi la plus grande population en exil dans le monde. Ils sont les descendants des Palestiniens chassés de leurs foyers en 1948. Après plusieurs d'années d'errance à proximité de leurs villages détruits en espérant un retour rapide chez eux, un grand nombre d'entre eux fut contraint de chercher refuge dans un pays limitrophe. Ils furent 82 000 à se diriger vers la Syrie qui compte actuellement 14 camps de réfugiés palestiniens établis entre 1949 et 1967.

Le camp de Yarmouk fût installé en 1957 par les autorités syriennes, tout près du centre de Damas. Il devint très vite le plus grand camp de réfugiés palestiniens au Moyen Orient et fut considéré pendant longtemps comme la capitale de la diaspora palestinienne. Bénéficiant des mêmes droits que les Syriens sans détenir la nationalité, les réfugiés palestiniens en Syrie, et notamment à Yarmouk, se sont toujours consacrés très activement à la résistance contre l'occupant sioniste. Beaucoup d'entre eux tombèrent en martyrs pendant la guerre du Liban entre 1982 et 2000. Depuis les années 80, certaines factions palestiniennes installées dans le camp, bien que tolérées, ont été considérées comme une menace par le pouvoir syrien qui voyait alors Yarmouk comme un bastion de l'opposition. Plus récemment, le camp était devenu une zone commerciale prospère de Damas.

Mais Yarmouk est aujourd'hui un champ de ruines. De par sa position stratégique, il est depuis 2011, l'épicentre de la bataille entre les forces gouvernementales syriennes et les groupes rebelles dans la région de Damas. Et une nouvelle

fois, les réfugiés palestiniens, otages de ce conflit, ont été forcés à l'exil. Sur les 200 000 habitants du camp avant la guerre, ils ne seraient plus que 3000 à Yarmouk. Ainsi, comme beaucoup d'autres réfugiés palestiniens avant eux, contraints de fuir leur premier lieu d'exil face à l'expansion coloniale sioniste ou aux guerres régionales, les Palestiniens en Syrie ont dû subir une seconde « Nakba ».

Soixante-dix ans après la première Nakba, cet exil perpétuellement renouvelé signifie d'abord que seul le retour en Palestine est l'avenir du peuple palestinien.

Photo 12 avril, 2015. REUTERS/Moayad Zaghmout

Balata et Jénine, une résistance héroïque

Calendrier Palestine Libre 2018 « Dans le camp des réfugiés »

« Etre des camps, c'est lutter armes en mains »

Depuis leur création, les camps palestiniens sont des hauts lieux de la résistance. En Cisjordanie, deux d'entre eux se sont particulièrement illustrés : en prise directe avec l'occupant sioniste, les camps de Jénine et de Balata symbolisent la résistance héroïque des Palestiniens et la répression sioniste.

Avec ses 27 000 habitants, le camp de Balata est le plus grand camp de Cisjordanie. Etabli en 1950 à proximité de la ville de Naplouse, il est surnommé le « camp de Jaffa » car la majorité des réfugiés proviennent de cette ville et des villages alentours. Le tissu social et communautaire y est

dense et le pouvoir d'organisation très fort : leaders locaux dans le camps, cadres des factions politiques, membres des groupes armés, sans oublier les anciens combattants, tous, hommes, femmes et enfants s'unissent pour combattre l'opresseur sioniste. . Au cours de la deuxième Intifada, ce camp a été frappé très durement par la répression sioniste qui en a fait un véritable laboratoire de ses techniques contre-insurrectionnelles : incursions de l'armée, assassinats ciblés, arrestations massives, etc.

Le camp de Jénine, porte le nom de la ville où il est implanté dans le Nord de la Cisjordanie. Créé en 1950, il regroupe 16 000 réfugiés. La résistance et la détermination populaire au cours de la « bataille de Jénine » en avril 2002 ont fait de ce camp le symbole de la résistance durant la deuxième Intifada. Pendant plus de 10 jours, l'armée sioniste attaque le camp, le bombarde par les airs depuis des hélicoptères de combat et par des tanks depuis les collines alentours Les bull-dozers rasant les maisons, ratissent les ruelles, enterrent les corps des combattants dans des tranchées... Douze jours de combat au terme duquel les forces sionistes renoncent à contrôler le camp.

Aujourd'hui, les habitants des camps doivent faire face à une double répression. S'ils sont particulièrement ciblés par les sionistes en raison de leur rôle actif dans la résistance armée, ils le sont aussi par l'Autorité palestinienne et ses forces de sécurité qui cherchent à museler l'opposition à la domination coloniale. Incursions, harcèlement, mise à l'écart, arrestations, détention, torture...les forces sionistes et l'Autorité palestinienne se sont désormais réparti les opérations dans un but commun, désarmer la résistance.

Les réfugiés ont été et restent à l'avant-garde du combat pour libérer la Palestine et revenir dans leurs maisons. Ils continuent à faire vivre la résistance.

Photo: Funérailles du martyr Ibrahim Smeri à Balata (2005).

The Electronic Intifada.